



LES GRANDS ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUÊTE CITOYENNE EN LIGNE D'OCTOBRE 2024

Une enquête en ligne a été ouverte par la Région et l'Etat sur la plateforme participative de la Région *Jeparticipe.bourgogne.franchecomte.fr* entre le 23 septembre et le 6 novembre 2024. Ce questionnaire destiné aux habitant-es de la Bourgogne-Franche-Comté visait à recueillir vos avis sur les actions à porter, soutenir et développer en matière de transition écologique.

Vous avez été plus de 1 360 à répondre à cette grande enquête, merci de votre contribution !

Les résultats ont permis de réfléchir aux actions régionales de la future feuille de route de la COP régionale en considérant les priorités et les attentes majoritairement exprimées qui vous sont présentées de manière synthétique et non exhaustive dans ce document.

Le profil des répondants



1 360
réponses

55,3 % de 50 ans et plus

56 % de femmes

Leurs catégories socio-professionnelles :

- 36,5 % de cadres ou professions intellectuelles supérieures
- 21,3 % de retraité-es
- 14,2 % d'employé-es
- 12 % de professions intermédiaires

NB : Il est important de préciser que le nombre de répondant-es à l'enquête et leurs profils ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la population régionale.

Pour autant, quelques grandes tendances se dessinent dans les réponses, ce sont donc ces tendances qui sont proposées dans ce document.

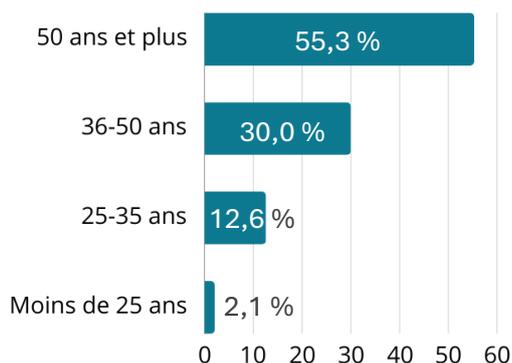


Les personnes qui ont répondu à l'enquête, sont majoritairement âgés de plus de 50 ans, pour la plupart cadres, de profession intellectuelle supérieure, retraités ou employés.

Une majorité de femmes ont répondu à l'enquête tout en restant proportionnel à la répartition femmes/hommes de la population régionale.

En termes de répartition géographique, le nombre de répondant-es par département est représentatif de la répartition de la population régionale, à savoir une majorité de répondant-es dans les départements 21 et 25 qui sont les plus peuplés.

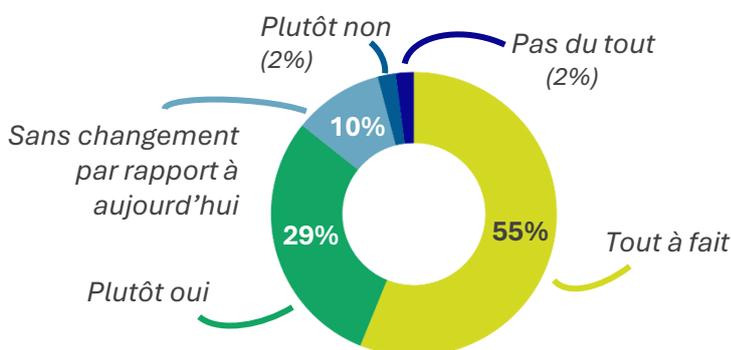
Répartition des répondant-es par âge



Des répondant-es concerné-es

- Près de 85 % des répondants se disent « prêts » ou « plutôt prêts » à accentuer leurs efforts en matière de transitions.
- Les répondant-es sont prioritairement prêt-es à changer de comportement sur la thématique des mobilités, puis de manière relativement homogène sur les thématiques du logement, de la consommation et de l'alimentation, puis dans une moindre mesure sur la thématique de préservation de la biodiversité.

Seriez-vous prêts à accentuer votre action pour contribuer davantage à la transition écologique ?





Plusieurs thématiques prioritaires pour la transition écologique

Les réponses à l'enquête montrent une attente d'exemplarité de la part des institutions et le souhait d'une mobilisation collective, dont citoyenne, pour proposer une transition qui soit juste et désirable.

L'organisation des transports en commun est perçue comme le sujet avec le plus de potentiel d'amélioration.

Les répondant·es attendent de l'action publique qu'elle priorise ses actions de transition sur plusieurs champs.

Ils correspondent d'une part à des préoccupations de la vie quotidienne, d'autre part à des enjeux caractéristiques du territoire régional.

L'éducation des enfants au développement durable
L'agriculture durable et de proximité, l'alimentation de qualité
La réparation et le réemploi

La rénovation énergétique des logements
L'eau et la forêt

Enseignements thématiques

Les éléments présentés ci-après proviennent des analyses des réponses aux questions suivantes pour chaque thématique : « Parmi les propositions, lesquelles sont les plus importantes / faciles / difficiles à mettre en place pour préserver l'environnement ? »

Mobilité : le développement des modes actifs (marche, vélo) pour les trajets courts est jugé comme important et facile à mettre en place ; le report vers les transports en commun paraît aussi important mais la capacité de changement de pratiques varie fortement selon les répondant·es ; s'équiper d'un véhicule électrique semble difficile pour les répondant·es et considéré comme peu important ; les leviers facilitants pour une mobilité plus durables sont l'appui financier, l'amélioration de l'offre de transport collectif et une meilleure complémentarité entre les modes de transport.



Logement : la majorité des actions en matière de logement qui sont jugées importantes (remplacement de chaudière, travaux de rénovation, réhabilitation...) sont également considérées comme difficiles à mettre en place, principalement du fait du coût financier de ces actions et du manque d'aides ; l'action la plus facile à mettre en place est la réduction de la température de chauffage mais elle n'est pas considérée comme décisive pour la transition pour la majorité des répondant·es ; une meilleure connaissance de l'offre, des aides et des conseils travaux sont attendus.

Biodiversité : les efforts sur la protection de la ressource en eau sont jugés nécessaires et une utilisation raisonnée de l'eau plus facile à mettre en place que l'investissement dans des systèmes d'économies d'eau ou de récupération d'eaux pluviales ; le sujet de la protection des milieux contre les pollutions est perçu comme très important mais difficile à mettre en place ; les répondant·es expriment le besoin d'être accompagnés pour mettre en place des solutions et de mieux connaître les associations de préservation de l'environnement à proximité.



Agriculture/alimentation : une forte disposition des répondant·es à manger moins transformé, plus local et de saison ; l'approvisionnement en direct ou à proximité est jugé comme compliqué à adopter ; les attentes concernent principalement une meilleure offre de proximité et une meilleure connaissance de l'offre locale.

Consommation : une priorité donnée aux actions de sobriété (allongement durée de vie, réparation / réemploi, lutte contre le gaspillage et le suremballage) mais qui semblent difficiles à mettre en œuvre pour les répondant·es ; le respect des consignes de tri et le tri des biodéchets sont jugés faciles à mettre en œuvre mais moins prioritaires ; avant les besoins d'aides financières pour les actions les plus difficiles à mettre en œuvre, les participant·es expriment avoir besoin de mieux connaître l'offre et les aides, d'avoir une meilleure offre à proximité ou encore d'être mieux informé·es des lieux et modalités de tri et réparation.

